

L'ajournement

part du gouvernement du Québec. On l'a vu lors de la conférence des ministres de la Justice, encore là le Québec a boycotté la conférence fédérale-provinciale.

Monsieur le président, ma question de ce soir s'adresse au ministre. Elle a deux volets: Quelles ont été les conséquences pour les Québécois de l'attitude partisane du chef du Parti québécois qui agit comme président du parti plutôt que comme premier ministre d'un gouvernement responsable élu pour l'administration de tous les Québécois?

Quant au deuxième volet, je désire en informer mes collègues: Pendant combien de temps, monsieur le président, les Québécois vont-ils accepter l'attitude d'un tel gouvernement? Pendant combien de temps les Québécois vont-ils être privés des conférences fédérales-provinciales auxquelles assistent tous les autres ministres? Pendant combien de temps allons-nous être isolés et accepter les conséquences d'une telle décision? Pendant combien de temps la population québécoise sera-t-elle prise en otage par la philosophie séparatiste, indépendantiste et souverainiste? Les résultats sont déjà apparents. Si l'on consulte *La Presse* du 5 décembre dernier, on constate que le Québec a perdu 67,000 emplois cette année, alors qu'en Ontario, l'augmentation du nombre d'emplois est de 114,000. Monsieur le président, on n'a pas isolé le Québec lorsqu'il s'est agi de développer l'aéronautique; on a créé 7,500 emplois au Québec. On en a créé beaucoup aussi dans le domaine de l'aéronautique. On a aidé la société Bombardier avec 150 millions de dollars pour développer le domaine du transport urbain au Mexique. On n'a pas isolé le Québec, et les députés du Québec qui siègent à Ottawa n'ont pas l'intention de tenir le Québec en otage, c'est plutôt le président du Parti québécois qui veut le faire. Monsieur le président, il me semble que M. Lévesque a décidé hier d'en appeler au Parti québécois et à ses militants afin de décider s'il devait ou non rester à la présidence du parti.

Il a demandé un référendum au sein de sa famille séparatiste. Je demande, monsieur le président, ce soir que le premier ministre du Québec tiennne un référendum pour tous les Québécois, afin de savoir s'ils acceptent de continuer à isoler la province de Québec de toutes ces conférences fédérales-provinciales. Est-ce que les Québécois acceptent de payer la note considérable d'une telle situation? Un référendum s'impose, monsieur le président, afin que le premier ministre nous dise exactement quand et comment il va développer une politique socio-économique, dans laquelle nous serons fiers d'être Québécois à l'intérieur d'une structure fédérale. Nous n'avons pas le droit de continuer à accepter l'attitude de M. Lévesque qui agit comme un chef de parti politique, tout en acceptant de porter le chapeau d'un premier ministre, alors qu'il a été élu pour administrer une province, pour administrer les intérêts socio-économiques de tous les Québécois. De quel droit M. Lévesque se sert-il pour interdire à la Fonction publique québécoise de venir ici partager avec les fonctionnaires du gouvernement canadien les idées dans le domaine de l'agriculture? Considérons tout le développement de la technique agricole qui s'est fait au cours des dernières années. De quel droit M. Lévesque se sert-il pour interdire aux fonctionnaires de venir discuter d'une politique nationale du tourisme, pour défendre à la Fonction publique de participer à un échange d'informations? De quel droit se sert-il? Où est la légitimité d'un tel gouvernement?

Je ne pouvais pas demeurer à mon siège devant une situation quasi catastrophique dans le domaine de l'emploi au Québec, alors qu'on considère qu'en Ontario, durant la même période, 114,000 emplois ont été créés et qu'au Québec, on a perdu 67,000 emplois. Et le très honorable premier ministre (M. Trudeau) disait hier lors d'une réunion à Montréal que le Parti québécois s'est fait l'instrument des privilégiés des domaines public et parapublic et ceci aux dépens des travailleurs et du secteur privé. Alors je demande au ministre quelles ont été les conséquences d'une telle attitude.

M. Claude Tessier (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national): Monsieur le président, si j'accepte de répondre à cette question, je devrais faire un discours encore plus long que celui de l'honorable député, mais j'essaierai de m'en tenir à la question posée sur la non participation du Québec à la conférence fédérale-provinciale des ministres du Tourisme qui doit se tenir cette semaine, et compléter ainsi la réponse de l'honorable ministre d'État responsable des Petites entreprises et du Tourisme (M. Lapointe).

D'abord, comme on l'a vu, l'Assemblée nationale du Québec, par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, nous a dit que l'agriculture ce n'était pas de l'économie pour le Québec. Il n'y a donc rien de surprenant qu'aujourd'hui on nous dise que cette conférence sur le tourisme n'ait pas non plus de conséquences sur le plan touristique. Chacun le sait, M. Lévesque a sa conception du Québec et de l'économie du Québec, et si c'est comme pour l'indépendance, il a le temps et la capacité de jeter le Québec dans la faillite. Je partage donc la déception de l'honorable député de Laval (M. Roy), et je voudrais simplement lui dire et déplorer avec lui cette abstention qui témoigne d'un manque de compréhension de l'importance économique que revêt le tourisme au Canada et particulièrement au Québec. En effet, il s'agit d'une industrie essentielle pour l'ensemble du pays, car elle représente plus de 15 milliards de dollars de revenus annuels pour le Canada, soit 5 p. 100 de son produit national brut, 1.1 million d'emplois pour les Canadiens dans plus de 100,000 entreprises et 6 milliards de dollars de recettes fiscales pour tous les ordres de gouvernement. Cette industrie, en plus d'être essentielle, est donc nécessaire et ce, pour le Québec et les Québécois.

Mais quand on sait qu'on ne veut pas d'avenir pour le Canada et qu'on veut un Québec séparé, il faut évidemment se dissocier des divers leviers économiques et, une fois de plus, M. Lévesque doit tromper les Québécois pour tenter de faire avancer sa thèse. C'est malheureux, mais nous devons dire aussi que c'est coûteux. Cette raison en elle-même suffirait pour avoir du regret, mais nous devons ajouter que la non-participation du Québec à la conférence ne déçoit pas aussi pour cette raison. En effet, dans le passé, cette province a pris une part active à l'élaboration du Plan national du tourisme. C'était le Québec qui représentait le point de vue provincial au sein d'un groupe de travail de trois parties chargé de compiler l'apport canadien, provincial ou territorial et privé, à l'élaboration des grandes lignes de la structure du Plan national du Tourisme, surtout que le Québec est l'une des premières provinces qui se soient déclarées prêtes à contribuer à la création de ce plan.